

Élias Sanbar: «Les Palestiniens veulent l'égalité, la plus belle composante de la trilogie républicaine»

ENTRETIEN - L'historien, voix respectée de l'intelligentsia palestinienne, redoute qu'après les représailles contre Gaza, Israël mène une «guerre d'annexion» en Cisjordanie.

Historien et essayiste, traducteur du poète palestinien Mahmoud Darwich, ancien négociateur du processus de paix et ex-ambassadeur de Palestine à l'Unesco, c'est fort de toutes ces expériences qu'Élias Sanbar vient de publier dans la collection Tracts de Gallimard «*La dernière guerre?, Palestine 7 octobre 2023 - 2 avril 2024*». Un court essai, intense et à fleur de peau, sur le [drame du Proche-Orient](#).

LE FIGARO. - Vous titrez sur la «dernière guerre» à propos de Gaza, mais vous ne croyez pas qu'elle sera suivie de la paix?

ÉLIAS SANBAR. - Certains voudraient que ce soit une guerre définitive, mais j'ai ajouté un point d'interrogation car, à mon avis, la question ne sera pas tranchée. Dès les [événements du 7 octobre](#) (le massacre de près de 1200 civils en Israël par des commandos du Hamas, NDLR), beaucoup de gens se sont attachés à répondre à la question: qu'est-ce qu'il se passe? C'est très légitime, mais j'ai pensé, compte tenu de ma connaissance de cette histoire précisément, que je devais peut-être dire: qu'est-ce que c'est? Ce texte dit ce que c'est, pas ce qu'il se passe.

» LIRE AUSSI - [Guerre Israël-Hamas: le camp de réfugiés de Jénine sous les coups de boutoir de Tsahal](#)

Pour vous, il s'agit d'un prolongement de la première guerre de 1947-48 visant à parachever l'expulsion des Palestiniens?

Oui, c'est pour cela que c'est la deuxième guerre et pas la sixième ou la huitième. L'idée d'achever ce que Ben Gourion (*fondateur de l'État d'Israël en 1948, NDLR*) a laissé inachevé, on l'entend depuis un moment et c'est un mot d'ordre mobilisateur très important au sein du mouvement des colons. Israël a été pris par surprise par ce qui s'est passé le 7 octobre, mais il a riposté comme dans une partie d'échecs: d'abord avec une opération de représailles, «vous allez voir ce que vous allez voir», et ensuite, «puisque vous ouvrez la possibilité d'autre chose, nous enchaînons sur ce qu'il y a à achever».

Quelles sont les preuves tangibles qui nourrissent cette conviction?

Il y en a beaucoup, et pas seulement dans les déclarations. Je vais vous dire: après la guerre de représailles, nous allons passer à la guerre d'annexion. Et elle ne se déroulera pas à Gaza, elle aura lieu en Cisjordanie. Car s'il faut achever quelque chose, selon toute la conception sioniste, c'est là : à Jérusalem-Est, Naplouse, Hébron, et ainsi de suite.

Vous croyez vraiment que le gouvernement israélien pourrait chercher à expulser plus de 2 millions de Palestiniens sous les yeux de la communauté internationale?

Je pense que c'est ce que voudrait le gouvernement actuel, même si je ne dis pas qu'il va y réussir. Des ministres ont tout de même évoqué «*la naqba volontaire*» (*la naqba, catastrophe en arabe, évoque l'exode de plus de 700.000 Palestiniens en 1948, NDLR*), c'est énorme. Il est certain que ce ne serait pas si simple, qu'un détonateur régional serait immédiatement déclenché... Mais ne pas parvenir à faire quelque chose n'empêche pas certains de commettre des folies. Je ne m'arrête pas au fait que [Benjamin] Netanyahu est prêt à tout pour rester au pouvoir, c'est un élément de détail maintenant. Par contre, vous avez une force dans la société israélienne absolument convaincue qu'il faut qu'elle achève le boulot.

Ce courant ne reste-t-il pas minoritaire, même s'il a une certaine influence dans l'actuelle coalition?

Pendant des années, les sondages donnaient une grande majorité des Israéliens pour la paix. Si vous posez la question aujourd'hui, même à [Itamar] Ben Gvir (*ministre à l'extrême droite de Netanyahu, NDLR*), il vous dira: bien sûr, je veux la paix. Le problème, c'est qu'on ne demande pas quelle paix. En fait, beaucoup voulaient qu'on leur fiche la paix, c'était ça le «oui» majoritaire.

Je pense qu'une majorité écrasante d'Israéliens, qu'ils soient religieux, colons, fanatiques ou pas, ne veulent pas de deux États. Le blocage est là. Une portion de l'opinion s'était accommodée, pour éviter les deux États, d'une forme d'autonomie dans tout ou partie de la Cisjordanie. C'est bien en deçà des aspirations palestiniennes, mais pour beaucoup d'Israéliens c'était une concession historique. Il y a une constante: le refus de partager me paraît absolument général dans la société israélienne.

Et les Palestiniens seraient prêts à partager?

Ils y étaient prêts parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix. Aucun Palestinien ne vous dira jamais que la Palestine n'est pas sa patrie. Mais il y a eu, à un moment, une vraie majorité pour accepter que notre État n'existerait pas sur tout notre territoire national. C'est par cette nuance qu'est arrivée l'idée du partage. Mais cette majorité s'est estompée avec l'échec des négociations, et cette guerre lui a porté le coup de grâce.

Les actes de barbarie commis le 7 octobre discréditent-ils le Hamas pour représenter les Palestiniens?

Le Hamas représente le Hamas, pas les Palestiniens - c'est l'OLP qui représente les 14 millions de Palestiniens. Gaza est en Palestine, elle n'est pas «la» Palestine. Ce qui s'y passe constitue un cas d'école de guerre tribale - toi ou moi - avec des bannières religieuses. Il y a quelque chose d'annihilateur. D'où cette violence anarchique. J'ai vu les images des charniers autour des hôpitaux, c'est terrifiant. Les crimes de guerre des deux côtés finiront devant les tribunaux. Aucune violence ne justifie l'autre.

» LIRE AUSSI - [Le sort des enfants de Gaza au cœur du contentieux entre Israël et l'ONU](#)

Faudra-t-il malgré tout négocier avec le Hamas?

Il veut négocier ! Dire «*jamais*», cela fait partie des fanfaronnades guerrières. Y sommes-nous? C'est une autre question. Mais le Hamas a pris position en faveur des deux États, il y a des déclarations très claires là-dessus de leur direction politique. Leur condition est de ne pas écrire que ce serait définitif - une belle trouvaille politique pour débloquer une situation. Rien de ce qu'on écrit n'est définitif, c'est la réalité du terrain qui décide.

Vous dénoncez les «deux poids, deux mesures» de la communauté internationale...

Je pense que dans la liste des responsabilités, les amis d'Israël arrivent en tête, avant même les colons israéliens. Quand, pendant des années, vous dites à un pays «*ne t'en fais pas, on te couvre*», vous le menez à sa perte. Ce n'est pas vrai que vous le protégez. Le problème, c'est l'impunité. Et aujourd'hui, ces amis d'Israël ne savent plus quoi faire. L'administration américaine est dans une impasse, c'est Netanyahu qui la tient.

Vous parlez, à propos des Occidentaux, d'une «politique immorale et raciste» ?

Je me place par rapport au principe d'égalité. C'est l'élément le plus important de cette fabuleuse Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948. Sans l'égalité, aucun des autres préceptes ne fonctionne. Qu'est-ce qui a permis le remplacement des populations en 1948? Le fait que nous ne comptons pas, nous n'étions pas égaux. Si l'on avait respecté l'égalité, il y aurait des dizaines de milliers de morts en moins.

Vous suggérez d'inverser le processus diplomatique pour partir de la reconnaissance d'un État palestinien?

Oui, un État au complet, avec des frontières, une capitale, etc. Ça fait 40 ans qu'on négocie dans l'autre sens. À celui qui me reconnaît, je suis en droit de demander : qu'est-ce que tu reconnais? Sinon, il va me dire: «*Viens, allons parler de ce que je reconnais*» . Et on est repartis pour 40 ans. Ce serait donc une façon de ne pas répéter ad aeternam la négociation d'Oslo.

Et ce serait utile?

Bien sûr. D'abord parce que c'est une position morale. Elle relève, encore une fois, du principe d'égalité. Ce n'est pas du symbolisme, ça pèse. Et ceux qui reconnaissent la Palestine ne cessent pas pour autant de reconnaître Israël ! Ensuite, ça laisse tout de même une marge d'espoir, au moment où les deux États sont devenus si difficiles à concrétiser. Le temps a rendu l'application de cette idée quasi impossible, mais c'est une perte terrible, car c'était une très bonne solution. Vous savez pourquoi ? Parce que cela imposait une période sans guerre, plus une gestion de voisinage. La paix réelle serait venue du voisinage, pas du fait qu'il n'y a plus de guerre.

» LIRE AUSSI - [Conflit Israël-Hamas : entre Biden et l'extrême droite, le dilemme de Netanyahu](#)

Comment jugez-vous la place prise par la Palestine dans le débat en France?

Avant, je connaissais presque tous les participants aux discussions sur la Palestine. Aujourd'hui, j'entre dans une salle de 500 ou 600 personnes et je n'en connais aucune. Là, je me dis que nous avons gagné quelque chose. Nous avons inscrit la question palestinienne dans

le paysage et non plus seulement dans les franges solidaires. Nous sommes fréquentables. La guerre de Gaza a amplifié ce mouvement.

Le sujet reste pourtant clivant?

Nous l'étions déjà avant. Mais la France était perçue, à tort ou à raison, comme la quintessence de l'audace. Or, il n'y a plus d'audace. Nicolas Sarkozy a été plus audacieux qu'Emmanuel Macron lorsqu'il a accepté l'entrée en 2011 de la Palestine à l'Unesco avec les attributs d'un État. Il a compris : ce qu'on nous donne ne reprend rien à Israël.

Où serait l'audace, aujourd'hui?

Oser dire à toutes les parties: nous vous percevons à égalité et nous appliquerons la plus belle des composantes de la trilogie républicaine, sans laquelle les deux autres ne marchent pas.

Voir aussi :

[Élie Barnavi - Élias Sanbar: «La réconciliation des civilisations est-elle une illusion?»](#)

[«Israël et les limites de la loi du plus fort»](#)

[Jérusalem, impossible capitale «unifiée»](#)

[Cet article est paru dans Le Figaro \(site web\)](#)

Note(s) :